

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
14 au 20 novembre 1996



10,00 F

Le péril brun

MÊME SI l'un des objectifs non-dit des organisations nationalistes d'extrême droite reste la destruction de la classe ouvrière et si, finalement, les capitalistes peuvent compter sur leur soutien actif, ces dites organisations n'hésitent pas à s'affubler des oripeaux de la révolte sociale.

Alors que des militants nationalistes continuent à employer des méthodes de bandits, comme à Poitiers (1), certains d'entre eux font des appels du pied empoisonnés à des citoyens que nous aimerions croire imperméables à leur propagande, renouant ainsi avec des pra-

pénitentiaire et, plus proche de nous, les PTT – et de parodies de confédérations syndicales – le Cercle national des travailleurs syndiqués, fausse CGT mais vrai émanation du Front national en est un bon exemple –, à l'organisation de la cité par le biais d'associations aussi diverses que le Mouvement pour un enseignement national, la Coordination nationale des professions libérales ou Aventure et Tradition – une espèce de LePenjugend destiné à l'encadrement des enfants et adolescents dans l'intitulé de laquelle on notera l'absence du terme « national »; peut-être pour attirer des victimes peu enclines aux bruits de

n'est pas sans rappeler le « Contre les Rouges et la réaction » par lequel commençait l'hymne nazi. N'oublions pas que les nazis et les communistes se trouvaient parfois au coude à coude dans les luttes sociales de l'Allemagne de Weimar.

Une politique de prise de pouvoir

Tout cela n'est ni très nouveau, ni très original et nous tiendrions pour peu ces parodies du fascisme si elles ne s'accompagnaient soudainement d'une arrogance inquiétante qui va jusqu'à la déclaration publique d'un racisme que le Front national avait toujours dénié jusqu'à ces derniers mois.

S'imaginent-ils que les quelques municipalités dont ils ont pu fasciner les électeurs auront dans l'histoire à venir une place équivalente à celle du conseil municipal de Dessau (2) dans celle des années 30? Et, si oui, ont-ils le tord de le penser?

Quoiqu'il serait plus confortable de le penser, je crois qu'il serait particulièrement dangereux de négliger un risque qui n'a rien d'improbable. Le bruit court que le Président de la République, Monsieur Jacques Chirac, envisage une dissolution anticipée de l'Assemblée nationale afin de ne pas risquer que la composition de celle-ci soit renouvelée après une plus longue période de mécontentement. Si cela s'avérait, il y a de fortes chances pour que le Front national y fasse une percée modeste mais évocatrice des 32 représentants du NSDAP qui accédèrent au Reichstag allemand en mai 1924. Et souvenons-nous qu'il suffit d'une minorité de blocage à des voyous pour entraîner un continent dans l'horreur.

La situation est d'autant plus inquiétante qu'il ne se trouve pas actuellement de force véritablement déterminée à s'opposer dans les faits et le quotidien aux nouveaux nazis locaux, les organisations antifascistes traditionnelles semblant plus soucieuses de s'entre-dévoier à grand renfort de querelles médiatico-révisio-polardo-parano-débiles que de se frotter aux tenants de la « préférence nationale ».

Nous n'en sommes pas à un fascisme triomphant et paradant sous la protection de la police sur la place du colonel Fabien ou devant la vitrine de Publico sans provoquer de cruelles réactions, mais rien ne nous assure que nous ne soyons pas à la veille d'une prise de pou-

voir larvée des nouvelles chemises brunes, par les urnes ou par la force – ce qui ne diffère somme toute que formellement et importe assez peu. Il n'est pas exclus que la couverture réactionnaire des mouvements d'extrême droite ne s'écaïlle pas rapidement pour laisser place à un discours révolutionnaire qui ne s'arrête pas à la rodomontade lourdingue d'un milliardaire au Bon Chic Bon Genre tout frais.

L'histoire a prouvé qu'en la matière l'attentisme était un suicide ou, du moins, une erreur inadmissible qui nécessiterait des années avant que ses effets néfastes soient éliminés.

L'impossible passivité

Une fois encore, force nous est faite de constater que ce n'est pas des urnes que nous pouvons espérer une évolution satisfaisante de la situation mais bien de la vigilance et de la volonté active de chacun et de chacun au jour le jour.

Enserrés entre le spectre d'un fascisme renaissant qui demandera bientôt nos têtes et la mort lente issue de la démocratie constitutionnelle – de droite comme de gauche – il est plus que jamais temps que nous réaffirmions notre volonté de vivre libres sur une terre libre et que nous le rappellerons par tous les moyens que nous estimerons appropriés, dans les luttes sociales et surtout en dehors.

Alain L'Huissier
Groupe de la Villette

(1) Voir, par exemple, Coups et blessures dans le Poitou dans *Le Monde libertaire* n° 1058, du 7 au 13 novembre 1996, page 8.

(2) Les nazis deviennent majoritaires dans ce conseil municipal en novembre 1931. A partir de cette date, le processus de prise de pouvoir d'Hitler va s'accélérer. On peut considérer cette date comme plus déterminante des années qui suivront que celle du 14 septembre 1930 où les nazis deviennent le deuxième parti du Reichstag car elle dénote une véritable implantation populaire du NSDAP.



tiques qui les menèrent au pouvoir dans un certain nombre de pays d'Europe dans la première moitié du XX^e siècle.

Leur domaine d'activité échappe aux bancs des facultés de droit pour s'étendre aux entreprises via la création de syndicats bidons – notamment dans la police, la RATP, l'administration

bottes. Et ce n'est pas que pour mémoire que nous relevons l'existence d'un nombre croissant de « Cercles nationaux » (des automobilistes et de la route, des femmes d'Europe, des agriculteurs, des citoyens contribuables, etc.).

Cet hiver, nous aurons même droit – si personne ne se mêle de faire cesser ce cirque démagogique – à une soupe populaire à la gare Saint-Lazare. Le successeur potentiel de l'adipeux haineux, Monsieur Bruno Mégret, affirme d'ailleurs publiquement vouloir « faire du social sans faire du socialisme ». Cela

EDITORIAL

Le vacarme médiatique qui vrombit autour des affaires de la majorité parlementaire et de la dégringolade de Juppé dans les sondages a estompé quelque peu, ces jours derniers, une information économique et sociale non dénuée d'intérêt. Le 4 novembre, ledit Juppé a fait savoir que son gouvernement avait décidé de reporter sine die le plan de restructuration de la SNCF. Fini, pour un temps au moins, l'hypothèse du Réseau ferré national, de la concurrence sur le rail et du progressif démantèlement du contrat de travail des cheminots – principal objectif visé, bien sûr. C'est un recul du gouvernement et du libéralisme. Qui n'est pas sans rappeler cet autre échec infligé au néocapitalisme par les longues luttes des comités de base, les fameux cobas, des conducteurs de train d'Italie, au terme desquelles le maintien de deux postes de travail dans chaque locomotive fut imposé.

Pour un temps, sine die signifiant, en l'occurrence, tant que durera le rapport de forces des cheminots, les travailleurs du rail ont repoussé, en deux manches, ce qui menaçait leur existence en tant que collectivité organisée.

L'exemple montré sera-t-il perçu, compris, suivi? Et de quel exemple parlons-nous? De cette grande évidence – si énorme, contraignante et implacable, qu'on craint souvent d'en observer toutes les conséquences – que le monstre mangeur d'humains, le Moloch libéral, ne s'arrête que devant la force. Dans l'affaire qui nous occupe, il a reculé devant l'action collective qui a ralenti l'économie, bloqué les échanges postaux, stopper les trains. Devant la force protestataire aussi qui s'est exercée dans la rue lorsque s'y sont rassemblés des centaines de milliers de mécontents...

Cette interpellation n'épargne personne. Surtout pas la gauche parlementaire, ses énarques qui commencent à crier leurs maroquins ministériels et ses amis, les verts et autres trotskistes, qui soupirent après un strapontin au Palais-Bourdon. Car tel est bien le dilemme: les urnes ou la rue, la défaite assurée ou la résistance possible.

ISSN 0026-9433 - N° 1059

M 2137 - 1059 - 10,00 F



FOP 25 20

L'idéologie du travail

Il est des livres qui font réfléchir et c'est peu dire que le livre de Dominique Méda, *Le Travail, en fait partie*. Le sous-titre, *Une valeur en voie de disparition*, en annonce la teneur. J'ai enfin trouvé un philosophe qui n'essaie pas de construire un système clos et qui s'intéresse à un problème de société : le travail. On pourrait dire que ce livre vient à la suite ou avant la brochure de la Fédération anarchiste sur le même thème. En effet, Dominique Méda effectue une totale remise en cause de l'idée de travail et de ce que nous y associons. A travers une histoire de l'idée, du concept Travail, elle permet dans un premier temps de démontrer que notre rapport au travail est marqué historiquement. Le travail comme nous le vivons n'est donc pas naturel, ni une donnée constitutive de l'essence humaine. Il répond à des exigences, à des visions du monde, régi selon certaines règles qui pourraient être autres. Des critiques semblables avaient été apportées à la brochure de la Fédération anarchiste sus-nommée, laquelle ne remettait pas en cause l'idée, sa non-intégration dans un processus historique. Disons que les deux se complètent. A vos lectures donc!

Du passé faisons table rase, foule esclave debout, debout

Il est vrai que, alors que l'on stigmatisait le travail avec des slogans comme « droit à la paresse » ou « ne perdons pas notre vie à la gagner », avec la croissance du chômage et la misère qui en découle, le débat sur la notion de travail est remis à l'ordre du jour. Chacun y allant de son discours pour que chacun ait un boulot sans remettre en cause l'organisation actuelle exclusivement fondée sur le rapport au travail (ne va-t-on pas jusqu'à dire que pour mériter des aides indécentes, il faudra travailler pour ainsi dire gratuitement?). Nous assistons à une volonté commune de définir le travail comme réalisation de l'essence humaine, une extériorisation de son humanité et la condition de son humanisation (passage de l'état animal à l'état humain). Même si la notion d'emploi est toujours en vigueur, elle perd de sa

force, n'étant qu'une manifestation particulière du travail qui, lui, reste mythifié.

Le travail est glorifié comme créateur de lien social. C'est autour de l'atelier, avec les collègues, que se nouent des relations. Des gens qui n'auraient rien à voir, rien à faire ensemble, se trouvent réunis autour de leur activité productive. Et si ces raisons ne suffisent pas, face à la catastrophe et à la misère du travail salarié, on affirme que l'essence du travail est autre, que sa forme actuelle est une dégénérescence et qu'il faut libérer le travail (d'aucuns inscrivaient sur le fronton de leurs camps que le travail rend libre).

Dominique Méda commence son travail de sappe de cette prétention de faire du travail une valeur humaine universelle comme l'est le langage par exemple. Elle montre que le mot travail n'existe pas dans toutes les langues, que sa signification peut être autre lorsqu'il existe. De même, les activités laborieuses ont été, historiquement, moins centrales que de nos jours. Beaucoup de prétentions tombent dès lors à l'eau. En philosophie, Dominique Méda prend l'exemple des grecs anciens qui fondaient le lien social sur la vie politique et non sur le travail, réservé aux hommes non libres : les esclaves. De plus, le travail n'existait pas. La différenciation existait entre les activités nobles (politique, sport, art, philosophie) et les activités pénibles. Plus tard, les rapports au travail ont évolué entre la malédiction, la punition, la réalisation et l'œuvre créatrice. D'autre part, les activités financières, la recherche du gain étaient vues comme immorales.

Les rois nous saoulaient de fumée, paix entre nous, guerre aux tyrans!

On peut dire que le travail apparaît au XVIII^e siècle, période correspondant avec l'émergence du capitalisme. On fixe le prix des marchandises en fonction du nombre d'heures travaillées. Le travail sert de mesure. Petit à petit, le travail a pris une autre valeur. Il devient le moyen d'accroître la richesse des nations, but qui ne va pas de soi. Le travail est aussi vu comme l'activité non

aliénable de l'Homme. Dans leurs théories, les philosophes ont établi un état de nature, avant la constitution de l'État, dans lequel ne règne aucune loi si ce ne sont les lois naturelles. Dans cet état de nature, tout appartient à tous ; mais l'Homme en travaillant l'objet et en lui inscrivant sa subjectivité se l'approprie. La propriété individuelle naît donc, selon eux, de la capacité de travail des gens, ce qui explique, à leurs yeux, les inégalités.

L'apparition du travail et sa mythification sont sans doute dues à plusieurs raisons : révolution industrielle, explosion démographique, bouleversements sociaux, mais ces raisons n'expliquent pas le changement de rapport au monde et, partant, au travail. Il faut citer les révolutions qui se sont effectuées dans ces rapports : fin du système géocentriste qui plaçait la terre au centre de l'univers et non le soleil, fin des justifications « naturelles » de la hiérarchie qui en découlait et émergence de l'individu, de ses intérêts, de son égoïsme. C'est cette dernière qui bouleverse totalement les conceptions humaines. A présent tout part de l'individu isolé. L'individu ne noue des relations avec les autres que sous la contrainte. Selon cette idée, les rapports inter-individuels se fondent essentiellement sur l'échange toujours en vue de l'intérêt personnel. On échange soit des marchandises, soit sa force de travail et ces rapports doivent constituer le ciment social, ciment extrêmement fluctuant comme on le conçoit déjà. Pourtant cette idée du travail à la base de l'unité de la société se maintient. Tous les courants idéologiques se positionnent dans une acceptation du travail. Les socialistes de l'époque (socialistes, communistes, anarchistes aujourd'hui) adoptent des positions en faveur du travail même s'ils en dénoncent la forme actuelle. D'ailleurs, les projets de société sont essentiellement fondés sur le prolétariat et son organisation syndicale. Nous retrouvons ces idées dans les intertitres tirés de *l'Internationale*.

La terre n'appartient qu'aux hommes Loïs ira loger ailleurs

Avec les Trentes Glorieuses, le mythe du plein emploi et de l'État social gagne du terrain. Il n'y a plus de réflexion sur le sens du travail, sur le pourquoi, sur l'utilité de la production, sur le bien-être intellectuel et moral des individus. On peut dire que le mot d'ordre est « Produisez et consommez ! ». Malgré toutes les critiques, le travail reste le garant d'une certaine socialité, aptitude à vivre en société. Il est vu comme le lien unifiant les individus qui, répétons-le sont conçus comme des êtres ne recherchant que leur intérêt propre. Que penser d'une société qui ne peut pas tenir sans cette obligation productive axée autour du travail? Aujourd'hui, il semble bien que l'idée d'un État social est mise à mal. Avec la réduction massive de son rôle de bouée de sauvetage face aux inhumanités du système capitaliste, l'État apparaît dans sa vraie nature : une force de répression.

L'économie a donc besoin d'un réajustement social. Pourtant, dès son apparition en tant que discipline, elle

s'est voulue être une science aussi infaillible que les mathématiques ou la physique. Elle prétendait donner des lois nécessaires aux comportements humains. Elle part aussi d'individus ou de groupes isolés n'agissant que d'après un calcul rationnel de leur intérêt propre et visant à le maximiser. La philosophie politique sera tellement éblouie par ces découvertes, et en particulier l'émergence de l'individu, qu'elle ne parviendra pas à penser l'individu

tat de cet ensemble ou plutôt de la juxtaposition de ces intérêts sans qu'il n'en résulte d'interactions. C'est nier que l'individu peut aussi prendre en compte l'intérêt collectif, qui est la prise en compte de l'intérêt collectif, qui est autre que la somme des intérêts individuels (même si certains me répondront que la prise en compte de l'intérêt collectif est un égoïsme déguisé).

Pour répondre à l'objection que les individus en voudront toujours plus,



dans un tout social craignant de tuer l'un au bénéfice de l'autre. Pourtant Proudhon apportait déjà en son temps une idée de la force collective, idée qu'il développera tout au long de sa vie comme critique « scientifique » de l'exploitation capitaliste. Et, en effet, l'individu n'est jamais isolé ou alors c'est un sauvage qui n'a d'humain que l'apparence puisqu'il manquerait le langage, le rire, la position debout et la sensibilité, à l'image des « enfants sauvages ». On voit mal de tels individus fonder un contrat social en vue de créer une société. L'idée proudhonienne est que le résultat de l'association est toujours plus important que la simple addition des efforts individuels. Un plus un égale plus que deux. C'est le principe de la synergie. La société est un tout, porté par des individus, mais dégageant une force collective importante. Dans cette optique, on voit mal selon quel critère on peut déterminer la différence d'importance des activités humaines et selon quel critère on peut justifier la hiérarchie des fonctions et des salaires.

que leurs désirs sont insatiables, certains théoriciens, dont des anarchistes comme Kropotkine, ont affirmé que l'économie, le travail libéré de l'exploitation salariale, assurerait l'abondance et que chacun pourrait se servir comme il le souhaitait. La production tout azimut trouve ainsi une nouvelle justification : assurer l'abondance matérielle afin que chaque désir puisse être comblé. Une telle position est inconsciente et fut critiquée, en particulier par des anarchistes. Les problèmes de pollution, d'épuisement des ressources naturelles posent la question de l'intérêt (mondial), des limites de l'optimisme d'abondance. Or, pour se libérer de cette oppression de la production, il y a plusieurs solutions dont la limitation consciente et raisonnée des besoins. Il est d'ailleurs souvent admis que la surconsommation des individus répond à un vide qu'ils tentent de combler, à la perte du sens de sa vie (l'amour, la révolte, la participation active à la vie associative et militante redonnent un sens à nos vies). Cela ne ●●● page 2

Ouvriers paysans nous sommes le grand parti des travailleurs

Il faut donc bien voir que certaines idéologies restent marquées par cette conception atomiste d'individus isolés, calculateurs, poursuivant leurs intérêts propres. selon eux la société est le résul-

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (Inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Tours : échauffements dans les quartiers

L'ORIGINE, une tentative de meurtre se soldant par le coma prolongé de Mohamed B. dans le quartier de la Rabâterie à Saint-Pierre-des-Corps; la lenteur et la stupidité des enquêteurs policiers concluant tout d'abord à un suicide alors que l'arme n'a pas été retrouvée et que le corps de Mohamed a été déplacé; la convocation de cette personne au commissariat, et sa relâche peu de temps après le mercredi 30 octobre.

La nuit, à la Rabâterie, plusieurs voitures brûlent, semble-t-il des voitures de racistes, ce qui confirmerait l'hypothèse du crime raciste que les flics se refusent à faire (ou à dire).

Cette première nuit de violence fut suivie par d'autres, dans le même quartier et dans cinq autres: Maryse Bastié, Rives du Cher, Fontaines, Sanitas, Joué-les-Tours.

Les motifs de l'explosion pour la Rabâterie sont ou semblent clairs; ils le sont moins pour les autres, et s'apparenteraient plus au cri d'angoisse des jeunes des quartiers par rapport à la galère, la misère, l'exclusion et les brigades qu'ils subissent continuellement.

Les motifs de la poursuite, pour tous les quartiers, sont quant à eux d'une limpide clarté et pourraient se passer de commentaires. Le dispositif policier s'est mis en place dès le mercredi soir, plus de 200 CRS ont pris position dans les quartiers et la répression s'en est bien entendu ensuivie: fouilles, contrôles au faciès, interpellations... et condamnations, un jeune de 23 ans s'est fait condamner lundi 4 novembre à sept mois de prison ferme, pour avoir détruit une voiture.

Pour calmer les esprits, la presse locale n'a pas trouvé mieux que de passer les déclarations de la police incitant à la délation. Mission réussie puisque grâce à plusieurs appels télé-

phoniques des habitants d'un quartier, les CRS purent interpellier plusieurs délinquants de moins d'une dizaine d'années (au visage bronzé?) qui jouaient près d'une pompe à essence. Des partis politiques purent aussi s'exprimer et l'on ne peut que remarquer la concordance de discours - police, jugement, condamnation - entre le FN et le PC.

Le communiqué suivant a été adressé à la presse locale *:

Est-ce les jeunes en galère des quartiers-ghettos qui n'ont comme seul moyen d'expression, seul recours, le cocktail molotov face à l'arrogance des décideurs en tout genre, ou est-ce plutôt les bandes organisées de l'appareil policier (violent par nature) qui expulsent à coup de hache, ou bien les patrons-vandales qui licencient à tour de bras pour préserver leurs privilèges, les casseurs du service public ou encore les délinquants en cravate qui détournent des millions en toute impunité?

Le groupe libertaire de Tours, organisé à la Fédération anarchiste et au Réseau No Pasaran, ne dénonce pas les événements de ces derniers jours et demande la libération immédiate des condamnés, l'arrêt des poursuites à leur encontre et la levée du quadrillage policier, car ni 200 CRS dans une cité ni deux heures de débats par an sur la violence à l'école, ni même un commissariat de plus ne résoudront les conséquences désastreuses du capitalisme.

Silaxe. - groupe libertaire de Tours

* Seul le deuxième paragraphe a été retenu...

Salut Jean-Luc!

Notre camarade Jean-Luc Hapiot, membre du Centre culturel libertaire de Lille et du syndicat santé-social-éducation-culture du Nord-Pas-de-Calais (CNT), nous a quitté le 6 novembre à l'âge de 51 ans.

Apprécié de tous pour ses qualités humaines, son engagement militant (issu du pays minier, il a participé notamment à la réédition de la BD consacrée à Benoît Broutchoux), sa connaissance du mouvement surréaliste et l'action émancipatrice qu'il menait au service de ses élèves, Jean-Luc continuera à vivre dans nos cœurs. Son nom s'ajoute à la liste des victimes de l'amiante. La CNT et le CCL de Lille s'associent à la douleur de sa femme et de ses enfants.

Xavier. - groupe Durruti. Lyon

L'idéologie du travail

suite de la page 2

signifie pas que je veuille défendre une vie austère et de privations mais simplement porter l'attention sur ce qui nous apporte effectivement le bonheur. La surconsommation qui induit un travail intensif afin de pouvoir acheter (il est vrai que de nos jours nous devons travailler plus pour vivre tout de même moins bien, tellement le système est aberrant) nous prive d'autres sources de réalisation de soi, d'occupation de notre temps.

C'est d'ailleurs dans cette voie que nous pousse Dominique Méda. Ayant critiqué les bases économiques de la société en dénonçant le fait que la

structure de gestion de la société future. Cette tendance ne voit les individus qu'en situation laborieuse, même si les syndicats peuvent se grouper sous forme d'union locale, donc dans une logique territoriale et non seulement catégorielle (comme la CNT par exemple). Il n'en demeure pas moins que l'imagerie véhiculée par ces groupes est celle de l'ouvrier du XIX^e siècle qualifié, voire surqualifié. Cette représentation reste entachée d'une vision du travail de type artisanal. Comme je l'ai dit, l'individu est toujours en société. Il a donc à gérer cette société dans laquelle il vit. A certains moments, nous sommes tra-

voilà, à d'autres habitants d'une localité, à d'autres encore joueurs de foot, cinéphiles, randonneurs, etc. C'est toute cette complexité qui fait la société et l'on perçoit bien que les velléités de gérer ce multiple à travers une structure unique, le syndicat, relève plus de l'uniformisation oppressive que de l'organisation des intéressés eux-mêmes. Heureusement, le mouvement anarchiste dans son ensemble n'est pas tombé dans ce piège et, dès Proudhon, reconnaît une certaine autonomie au champ politique (dans le sens de gestion collective de la cité) et des autres axes de

luttés: école, féminisme, pacifisme... Et Dominique Méda nous aide dans cette réflexion-action d'une nouvelle citoyenneté. Certaines de ses pistes sont critiques d'un point de vue libertaire surtout quand elle espère (même si elle se rend compte du caractère hautement utopique de cet espoir) que l'Etat puisse ne plus être « pris en otage » par une classe, comme si l'Etat ne défendait pas les intérêts des bourgeois en les faisant prendre pour les intérêts de l'ensemble de la population.

luttés: école, féminisme, pacifisme... Et Dominique Méda nous aide dans cette réflexion-action d'une nouvelle citoyenneté. Certaines de ses pistes sont critiques d'un point de vue libertaire surtout quand elle espère (même si elle se rend compte du caractère hautement utopique de cet espoir) que l'Etat puisse ne plus être « pris en otage » par une classe, comme si l'Etat ne défendait pas les intérêts des bourgeois en les faisant prendre pour les intérêts de l'ensemble de la population.

Nous ne sommes rien soyons tout

Les propositions anarchistes ne sont pas intactes de cette critique. Elles sont vides de leur côté réducteur économiste, mais elles se nourrissent fort bien de cette critique du travail, de l'économie, de la répartition des richesses, de cet effort de redéfinir du lien social, qui reconnaisse l'individu mais sache aussi le considérer en société, en groupe. D'ailleurs, certaines positions de Dominique Méda fleurissent bon le socialisme: socialisation des richesses, égalité des salaires, théorie de la force collective, tentative de trouver des réponses concrètes sans tomber dans le jusqu'aboutisme.

Le travail est mort. Vive la vie!

Fred. - groupe Proudhon

Le travail. Une valeur en voie de disparition. Dominique Méda Aubier. 120 F. En vente à la librairie du Monde libertaire (compter 10 % pour les frais de port)

En bref

■ Le n° 25 de l'Encre noire vient de paraître. L'Encre noire est une revue J. R Caussimon de la FA (Nancy) ainsi que des sympathisants. Il est disponible contre trois timbres à 3 F en écrivant au CAES, 76, rue Léonard Boursier, 54000 Nancy.

■ En vue de la constitution d'un groupe à Evreux, il est possible de contacter les militants FA par l'intermédiaire des Relations Intérieures (FA, 145, rue Amelot).

■ Libertad et la CNT-RR co-éditent « La colonne de fer - Espagne 36 ». Il s'agit d'un ouvrage format 21x15 d'environ 300 pages enrichi de pho-

tos et de documents inédits sur les membres de la colonne. La parution est prévue pour fin 1996. On peut souscrire au prix de 60 F au lieu de 70 F. Libertad, 21, rue de l'Argonne, 94400 Vitry-sur-Seine.

■ Le collectif libertaire Haut-marnais Germinal change d'adresse: Germinal, B.P. 78, 52003 Chaumont cedex.

■ Le collectif libertaire de Toulon a une page sur internet: <http://www.worldnet.fr/jfr>. Notre adresse e mail est jfr@worldnet.fr.

On peut aussi y contacter les militants de la FA et ceux du réseau No pasaran de Toulon.

■ En collaboration avec la section libertaire de SAT (travailleurs espérantistes), la CNT, section française de l'AIT, vient d'éditer une version en esperanto des statuts de l'AIT. On peut se la procurer au prix de 10 F les dix exemplaires auprès de CNT, Esperanto - Fako, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

■ On peut contacter le groupe Spartacus de la FA à Clermont-Ferrand en écrivant à Spartacus c/o CNT, 9, rue abbé Banier, 63000 Clermont-Ferrand.

■ Un groupe libertaire vient de se créer à Blois. Son adresse est: Groupe libertaire de Blois, B.P. n° 1 41190 Molineuf.

Congrès de la CNT, à Lyon, les 1^{er}, 2 et 3 novembre

Ouverture réussie

Lors de son tout récent congrès, la CNT a fait un premier bilan positif de sa volonté d'implantation dans les entreprises. Une résolution sur la tactique de développement du syndicalisme révolutionnaire dans le secteur privé et, plus largement, là où s'applique le Code du travail a été adoptée à cet effet. L'ouverture voulue par la confédération se solde par une présence plus marquée dans le champ social et un accroissement des effectifs.

UN CONGRÈS, et tout particulièrement un congrès syndical, ce sont des interventions et des analyses qui se prononcent ou s'écoutent, des résolutions qui sont acceptées ou rejetées. C'est aussi une ambiance, des discussions et des échanges de vues, au bar ou durant les repas, qui, souvent, expriment la confiance ou le malaise, les réticences ou l'enthousiasme des militants de l'organisation. Le récent congrès de la CNT n'échappait pas à cette règle non écrite. On y parlait du mouvement de l'hiver dernier, du chômage, de la précarité et de bien d'autres choses du salariat encore. On s'y découvrait aussi : plus de la moitié des délégués n'étaient pas cénétistes lors des précédentes assises de la confédération. Ces adhérents nouveaux paraissaient, d'ailleurs, plutôt satisfaits de cette dernière. Bien qu'elle soit encore toute petite, l'organisation a progressé et s'est bien comportée lors des événements sociaux des derniers mois. Une présence active dans les grèves et les manifestations abondamment relayée par les médias ; des actions exemplaires contre les intégristes anti-IVG et pour les sans-papiers ; des syndiqués réintégrés après des licenciements dus à une grève, fait rarissime aujourd'hui.

une progression sensible

Ce sont donc un peu plus de cent délégués qui se sont réunis, à Lyon, les 1^{er}, 2 et 3 novembre dernier, au pied de la Croix-Rousse, sous les couleurs de la Confédération nationale du travail, section française de l'Association internationale des travailleurs, l'internationalisme qui se réclame du syndicalisme révolutionnaire. Combien ? Trente-sept syndicats présents ; deux qui avaient donné mandat pour être représentés ; quatre syndicats en observateurs. Les décomptes de la trésorerie confédérale sur les douze mois qui précèdent la tenue des assises totalisent, selon qu'on calcule sur 10 ou 8 timbres, de 1 600 à 2 000 syndiqués — sans doute devrait-on dire militants, puisque l'adhérent de la CNT n'est pas un travailleur ou un chômeur qui ne demande à sa confédération qu'une protection contre le paiement d'une cotisation. En outre, ce chiffre est un minimum. Beaucoup de nouveaux camarades se sont fait connaître durant le premier semestre de la présente année, après les grèves de l'hiver, et n'apparaissent, dans le total des cotisations

confédérales, que pour les quelques timbres payés depuis leur adhésion. Enfin, et une telle progression est significative, le *Combat syndicaliste*, publication mensuelle de la confédération, a doublé en quelques mois son nombre d'abonnés, plus d'un millier aujourd'hui.

à propos d'orientation

On a beaucoup discuté au cours de ce congrès ; plus de cinquante motions ont retenu l'attention des délégués. Quelques-unes, portant soit sur la tactique syndicale soit sur l'identité confédérale, présentent une grande importance. En particulier, un texte proposé par le Syndicat de la communication, de la culture et du spectacle de la région parisienne, adopté après débat par la grande majorité des syndicats, et qui traitait de la CNT et de la représentation du personnel dans les entreprises relevant du Code du travail, celles qui ne sont pas régies par le droit public.

« L'action directe, affirme le document du Syndicat de la communication, reste la base incontournable de notre syndicalisme. Elle est applicable partout... » Au nom et à partir de cette déclaration de principe, la CNT opère une distinction entre les institutions représentatives du personnel. Si elle considère que le comité d'entreprise est une institution de collaboration de classes, elle estime que la situation de « délégué du personnel est plus complexe » et permet, dans certaines circonstances, de « porter la revendication » et de « protéger les militants ». En conséquence, « la CNT, bien que ne prônant pas la participation systématique aux élections du personnel, laisse à ses sections syndicales d'entreprise la possibilité d'y recourir, d'un point de vue tactique, sous le contrôle de leur syndicat ». Au cours du débat qui précéda le vote de cette motion, il fut souhaité par de nombreux syndicats que des bilans écrits réguliers soient publiés, qui relatent les expériences de présentation de candidats aux élections du personnel et produisent des analyses des réussites éventuelles ou des revers possibles. Enfin, et cela montre la qualité et le sérieux du congrès, une position de principe fut adoptée qui recommande que ces questions de représentation soient traitées dans un esprit de dialogue et d'échanges entre camarades, sans donner lieu à des pratiques d'expulsions.

Cette orientation renouvelée, d'une manière positive, le vieux débat à propos des institutions de représen-

tation du personnel et fournit une solution pratique aux controverses anciennes.

La stratégie de l'organisation syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste française s'affirme toujours être l'action directe. Comme le proclame la déclaration de principe de l'AIT, le syndicalisme révolutionnaire « soutient toutes les luttes qui ne sont pas en contradiction avec ses buts : l'abolition du monopole économique et de la domination de l'Etat. Les moyens de lutte sont la grève, le boycottage, le sabotage, etc. L'action directe trouve son expression la plus profonde dans la grève générale qui, en même temps, doit être, du point de vue du syndicalisme révolutionnaire, le prélude de la révolution sociale ». Par voie de conséquence, le syndicalisme révolutionnaire rejette « toute activité parlementaire et toute collaboration avec les organes législatifs ». S'agissant de l'activité de tous les jours, le syndicalisme révolutionnaire, souligne la Charte de Paris, document adopté au 1^{er} Congrès de la CNT, « par son action revendicative quotidienne », poursuit « la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. »

Condamnant « la collaboration de classes », le syndicalisme révolutionnaire, continue la Charte de Paris, déclare « que ce ne sont pas les discussions inévitables entre patrons et ouvriers qui constituent des actes de collaboration de classes. [...] La collaboration de classes est caractérisée par le fait de participer, dans des organismes réunissant des représentants des ouvriers, des patrons et de l'Etat, à l'étude en commun des problèmes économiques... »

C'est en s'appuyant sur une lecture serrée de ces textes fondateurs de la CNT et de l'Internationale que le représentant de la section de la Cité des Sciences de Paris put affirmer, devant tout le congrès, que la délégation du personnel n'implique pas, de ce seul fait, la collaboration de classes ; en revanche, l'élection de délégués du personnel de la CNT peut être une tactique efficace d'implantation de sections syndicales dans le secteur privé. Il ne s'agit nullement, poursuivit-il, de participer à cette sorte de parlementarisme salarial auquel est parvenu le sys-

tème syndical dominant, réduisant l'action syndicale à une caricature inefficace de l'électoratisme politique, où l'influence et la force syndicales — ou plutôt leur impuissance — ne se mesurent plus qu'en pourcentage de voix. L'objectif visé est toujours de faire reconnaître, par le rapport de forces, la section syndicale, le syndicat, l'organisation syndicale tout entière, comme seul porte-parole autorisé des travailleurs. Mais c'est là un bien long chemin, semé d'embûches, et ignorer les considérations tactiques d'implantation peut conduire à la marginalisation des militants des entreprises, voire même à leur élimination. Dans la réalité quotidienne du secteur privé, la plupart des sections syndicales de la CNT ont eu recours, à un moment de leur lutte pour s'implanter, à la tactique de la présentation de délégués du personnel afin d'obtenir la représentativité dans l'entreprise et, de ce fait, pouvoir faire reconnaître un délégué syndical.

Ajoutons, en contrepoint de cette résolution qui ne concerne, rappelons-le encore, que les entreprises qui ne relèvent pas du droit public, que nombre de camarades militant dans ce dernier secteur sont inter-

de luttes et de réflexions pour l'avenir.

Ainsi, le congrès s'est déterminé pour ne pas abandonner aux politiques de tout poil la préoccupation connue sous le nom d'écologie ; le capitalisme exerce ses ravages sur l'environnement, épuise les ressources naturelles de la planète et les terres arables ; la Terre devient peu à peu une immense poubelle dont certains déchets, comme ceux issus de l'industrie électronucléaire, seront encore dangereux dans des milliers d'années. « Acteurs du mouvement écologiste, expose un texte adopté, lorsque celui-ci n'était pas encore encadré et représenté politiquement, nous avons eu tort de délaisser ce terrain de lutte. Celui-ci, où se jouent les contradictions du capitalisme avec l'ensemble du milieu naturel dont l'humanité est partie prenante, mène à une prise de conscience telle qu'elle ne peut être apaisée par un bulletin de vote. Une telle lucidité ne peut être déléguée aux seuls spécialistes et autres techniciens d'un « capitalisme propre ». Elle ne peut s'exercer qu'au travers d'un mouvement social en liaison avec toutes les nécessités de la révolte : anticapitaliste, anti-étatique et anti-autoritaire. »



venus pour souligner que, pour ce qui concerne leur lieu de travail et leur profession, la présence de délégués de la CNT dans les commissions paritaires du public serait, là, une erreur tactique, qui ternirait l'image du syndicat.

« notre syndicalisme de classe est écologiste »

Si la confirmation, par un vote très majoritaire, de cette orientation d'implantation dans le secteur privé, initiée déjà depuis quelques années, représente un acquis pour le mouvement syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste, d'autres résolutions furent adoptées. La plupart esquissant des axes

Beaucoup de choses encore devraient être relatées, une souhait collectif de refonte des statuts, l'hypothèse de l'édition d'une revue théorique... Mais la place nous est mesurée. Nous ajouterons seulement que la fin du congrès fut consacrée à l'examen des problèmes posés par le secteur de l'anarchosyndicalisme qui refuse l'ouverture souhaitée et réalisée par la plupart des syndicats de la confédération. Peut-être reparlerons-nous de ces questions à l'occasion du prochain congrès de l'AIT, qui se tiendra dans les premiers jours de décembre, à Madrid...

Jacques Toublet, groupe Pierre-Besnard

Civil ou militaire, nous ne rendrons aucun service à l'État

LE 22 FÉVRIER, le président de la République, Jacques Chirac s'est prononcé pour la suppression du service militaire et pour la professionnalisation de l'armée.

Cette armée qui, depuis plus de deux siècles, prend un peu de la vie des jeunes gens avec comme seul prétexte le service rendu à la nation (mais quel service nous rend-elle, la nation ? Le chômage, la précarité, la misère... ?), personne (ou si peu) n'osait la remettre en question. Le sujet était comme tabou, le citoyen ne protestant pas, il est par conséquent consentant. Le problème est réglé. Eh bien non, le problème n'est pas réglé puisque Chirac lui-même remet en cause le principe de la conscription, non pas qu'il trouve stupide ce principe de kidnapper pendant dix mois un jeune pour le transformer en machine à obéir, il ne le trouve pas adapté à « monde moderne » dans sa forme actuelle.

Actuellement, il existe deux types de service national : le service Sécurité et Défense qui s'effectue dans l'armée, la gendarmerie et les sapeurs-pompiers et le service Cohésion sociale et Solidarité qui permet à l'État d'employer une main-d'œuvre à bon marché (2 200 F/mois) dans des secteurs où il y a un supposé manque d'effectif (enseignement-ville-environnement). Le débat que Chirac a ouvert ne porte que sur le premier de ces deux services. Le service militaire repose sur les principes d'égalité et d'universalité. Cela renforce la cohésion nationale. Il a un rôle social car il unit les citoyens autour des mêmes valeurs : la patrie, le drapeau... Foutaises. L'armée n'a jamais servi qu'à conditionner les jeunes hommes qui sont passés dans ses rangs, à les transformer en bonnes machines à obéir au Capital. Car le service national, c'est surtout des jeunes servant de larbins à une classe intouchable qui tire plus de ficelles qu'on ne le croit. Non, le service national, ce n'est pas, comme on a trop tendance à le croire, dix mois de perdu où les soldats restent en chambrée à jouer aux cartes, il y en a aussi qui apprennent à tuer. Mais c'est fini tout ça. On change de siècle, on change de service. Le débat sur le service civil est ouvert.

Un nouveau service national pour le XXI^e siècle ?

Il a été évoqué l'idée de rendre obligatoire un service à plusieurs volets. Dans ce cas, le jeune homme concerné peut choisir de rejoindre l'armée de professionnels durant plusieurs années, ou opter pour un service de sécurité (gendarmerie,



police, sécurité civile...) une durée de six mois. Il peut aussi préférer se mettre au service de la collectivité dans une organisation humanitaire ou à vocation sociale, également pour six mois. Il peut enfin se tourner vers un service en coopération à l'étranger, mais pour dix-huit mois. Chirac semble davantage partisan d'un service civil volontaire. Volontaire, c'est « j'y vais ou j'y vais pas »... Non ? Faudrait vraiment être com pour y aller. Il a été aussi évoqué d'étendre ce service aux femmes.

De toute façon, quelle que soit la forme que prendra ce service civil, l'armée, elle, sera bel et bien professionnelle. Enfin presque... Charles Millon a indiqué que l'objectif à atteindre était de passer de 200 000 conscrits actuellement à 20 000 en l'an 2001. Ah, on se demandait déjà qui allait nettoyer leurs latrines et leurs douches.

L'armée n'étant plus adaptée au contexte actuel, il est nécessaire de redéfinir ses missions. Elles seront désormais au nombre de quatre :

- dissuasion de l'adversaire (la récente série d'essais nucléaires a été effectuée dans cette optique) ;
- prévention des conflits ;
- envoi de troupes hors de nos frontières (60 000 hommes et non 10 000 comme lors de la guerre du Golfe) ;
- protection du territoire.

Tout cela montre une volonté d'être plus présent sur la scène politique internationale par le biais de l'armée. Mais, avec la professionnalisation de l'armée, c'est une institution, qui avait déjà une certaine influence, qui prend un poids politique non négligeable.

Est-il délirant de voir dans cette réforme de l'armée une militarisation de la société de plus en plus croissante ? Avec cette réforme, la gendarmerie renforce ses effectifs de 5 % (95 000 hommes en 2001). C'est compréhensible quand on sait que depuis des années, la classe politique toute entière s'efforce de nous faire comprendre que l'ennemi n'est plus à nos frontières mais déjà à l'intérieur, dans les cités HLM des banlieues des grands centres urbains.

Une autre question que l'on peut se poser est celle de l'objection de conscience car si le service national n'est plus militaire, on risque de voir certaines associations, qui jusqu'à présent accueillaient des objecteurs, prendre des jeunes

effectuant ce service civil. Quel sera le sort du statut d'objecteur, quel sera sa durée ? Les droits acquis risquent d'être rudement mis à mal. La lutte continue.

J'en entends déjà hurler au scandale. Vous rendez-vous compte, une armée de métier ça veut dire une diminution des effectifs, ça veut dire des casernes et des usines qui ferment, et tout ça, ça veut dire des bistrotts, des épiceries, des églises aussi, vides. Ce sont des villes désertes, sinistrées que les militaires vont laisser derrière eux. Les Français hurlent au chômage... Menacez-le de chômage et le Français arrête de penser.

Et puis, c'est injuste après tout ; désormais, il n'y aura plus qu'une poignée de privilégiés qui aura le droit d'étriper l'ennemi, de violer sa femme, de sodomiser son chien. On regrette l'époque où c'était « boucherie pour tous ». Non, nous devons refuser tous les services à l'État, civil ou militaire, car leur but n'est que d'endoctriner les jeunes gens en leur apprenant le

sens du devoir envers la patrie. Mais aussi, comme dit Charles Millon : « On ne peut pas être contre une armée de conscription et contre une armée de métier ». Eh bien si Monsieur Millon c'est possible. A bas l'armée de conscription, à bas l'armée de métier, à bas toutes les armées.

Stéphane Weinberg
St-Maixent-l'École

La conscription est remise en question, la militarisation, non.

L'effort de Défense, correspond en France à une somme de 4240 F par habitant, bébés compris. La France détient le plus gros budget d'Europe en la matière. Par comparaison, l'Allemagne dépense 2190 F par habitant, soit moitié moins.

Après la fin des essais nucléaires, la mise en place de la « simulation », outre qu'elle est onéreuse est de fait une poursuite de la course à l'armement nucléaire. Il faut aller vers un désarmement nucléaire total, qui seul peut écarter le risque d'une guerre nucléaire pour l'avenir.

L'armée française continue d'intervenir en Afrique. Dans un passé récent, elle avait soutenu au Rwanda un régime qui a perpétré un génocide provoquant deux millions de morts.

Un rendez-vous citoyen sera proposé par l'armée aux jeunes femmes comme aux jeunes hommes. Cette sorte de « rite initiatique » permettra l'accession au statut de citoyen. Est-ce à l'armée de former les citoyens, est-ce à l'armée d'établir un bilan sanitaire et social de la jeunesse ? Ne serait-ce pas plutôt pour renforcer son image dans la société et surtout son acceptation ?

Les réfractaires à l'armée continuent à être poursuivis en France, bien qu'il soit question d'abolir la conscription.

Victime de cette absurdité, Thomas Santini, notamment, objecteur-insoumis de Toulouse doit passer en procès à Toulouse le 5 février 1997.

En attendant la « fin de la conscription », le service militaire n'est pas obligatoire, le statut d'objecteur de conscience existe.

COT

Renseignements : COT, B.P. 229, 81006 Albi Cedex.

Sans-papiers en marche nationale vers l'Élysée

La Coordination nationale et l'ensemble des collectifs de sans-papiers ont entamé, le dimanche 10 novembre, une marche nationale vers l'Élysée afin de faire avancer leur revendication de régularisation de tous les sans-papiers, d'appuyer les douze critères de régularisation mis en avant par la coordination nationale (qui comprend les dix critères des médiateurs de Saint-Bernard et en outre la régularisation des victimes d'une application rétroactive de la loi sur la polygamie et les victimes de la double peine. Pour ce faire, la coordination nationale a demandé rendez-vous avec Chirac.

Les premières étapes ont concerné Roubaix et Villeneuve d'Ascq. La marche sera à Valenciennes le vendredi 15 novembre et à Boulogne-sur-mer le samedi 16. Un meeting s'y déroulera à partir de 20 heures à la Bourse de travail de Boulogne.

Elle repartira de Lille le 17 pour Douai le 19 ; Lens, Arras et Bapaume les 21, 22 et 23 ; Amiens le 25 ; Beauvais le 27 ; Creil le 29 et Senlis le lendemain ; arrivée à St-Denis le 6 décembre et à Paris le 7 décembre.

On peut contacter le Comité des sans-papiers de Lille (68, rue du Marché, 59000 Lille ; Tél. : 03 20 42 98 21 ; fax : 03 20 57 82 76).

RADIO LIBERTAIRE

La voix sans dieu, sans maître et sans publicité de la Fédération Anarchiste

89.4



LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENREDI	SAMEDI	DIMANCHE
<p>★ 8 h 30 : <i>Lundi matin</i>, infos, revue de presse</p> <p>10 h 30 : <i>Mélange</i>, musiques et actualité du spectacle</p> <p>12 h 30 : <i>La France est cuite</i>, littérature et théâtre</p> <p>13 h 30 : <i>Les partageux de la Commune</i></p> <p>15 h : <i>Gens du Sahel et d'ailleurs</i></p> <p>16 h : <i>Les Chroniques de l'azone</i>, poésie, chansons et littérature avec Théophile</p> <p>★ 18 h : <i>A rebrousse poil</i>, actualité et revue de presse</p> <p>★ 19 h 30 : <i>La Mémoire Sociale</i>, histoire du mouvement libertaire</p> <p>21 h : <i>Ça Urge au Bout de la Scène</i>, actualités de la chanson</p> <p>22 h 30 : <i>De la Pente du Carmel</i>, la vue est magnifique</p> <p>0 h 30 : <i>Acouphènes</i>, techno-culture</p>	<p>★ 9 h : <i>Femmes Libres</i> (rediffusion)</p> <p>11 h : Micro-musique</p> <p>12 h 30 : <i>Wreck this Mess</i>, cocktail de musiques radicales</p> <p>★ 14 h 30 : <i>L'Idée anarchiste</i>, textes historiques ou actuels de l'anarchisme</p> <p>16 h : <i>Petites annonces</i>, annonces d'entraide</p> <p>○ 18 h : <i>Idéaux et Débats</i>, émission littéraire / <i>Chronique du nouvel ordre mondial</i></p> <p>19 h 30 : <i>Paroles d'Associations</i>, magazine de la vie associative et culturelle</p> <p>20 h 30 : <i>Radio Libertaria</i>, réflexions et analyses sur l'actualité nationale et internationale avec des militants de la CNT-AIT</p> <p>22 h 30 : <i>Mo Bass</i>, rap et soul</p>	<p>★ 7 h 30 : <i>Libertaire Matin</i>, infos, revue de presse</p> <p>9 h 30 : <i>Cannelle et Cerises</i>, chansons et musiques du monde</p> <p>★ 10 h 30 : <i>Blues en liberté</i></p> <p>★ 12 h : <i>Le Manège</i>, théâtre, cinéma, confiture et café crème</p> <p>16 h 30 : Micro-musique</p> <p>★ 18 h 30 : <i>Femmes Libres</i>, femmes qui luttent, femmes qui témoignent</p> <p>★ 20 h 30 : <i>Ras-les-Murs</i>, contre la prison, actualités des luttes de prisonniers</p> <p>★ 22 h 30 : <i>Traffic</i>, rock, actualités et interviews</p> <p>★ 24 h : <i>Les Voyages magnétiques</i>, musiques</p>	<p>8 h : <i>Le quota est respecté</i>, chansons et rendez-vous de Radio Libertaire</p> <p>★ 10 h : <i>Chroniques Hebdo</i>, analyses libertaires de l'actualité</p> <p>12 h : <i>Tempête sur les planches</i>, l'actualité du théâtre</p> <p>14 h : Micro-musique</p> <p>★ 16 h 30 : <i>Humeurs Noires</i>, émission animée par Serge Livrozet</p> <p>18 h : <i>Si Vis Pacem</i>, émission antimilitariste avec l'Union Pacifiste de France</p> <p>19 h 30 : <i>Affinités électives</i>, infos gays et lesbiennes</p> <p>20 h 30 : <i>Micro-climat</i>, science, écologie, nucléaire</p> <p>★ 22 h : <i>Epsilonia</i>, digressions musicales, musique électro-acoustique et expé-</p>	<p>8 h : Micro-musique</p> <p>9 h 30 : <i>Radio Cartable</i>, la radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine</p> <p>10 h 30 : Micro-musique</p> <p>12 h : <i>Tiens, voilà le Hallebardier</i>, l'actualité du théâtre</p> <p>13 h 30 : <i>Pensées à Débattre</i></p> <p>14 h 30 : <i>Bibliomanie</i>, autour des livres</p> <p>16 h : <i>Réflex</i>, émission antifasciste</p> <p>18 h : <i>Radio Espéranto</i></p> <p>★ 19 h : <i>L'Invité du Vendredi</i>, avec la Ligue des Droits de l'Homme et l'Union Rationnaliste de France</p> <p>21 h : <i>Portraits d'Afrique</i></p> <p>22 h : <i>Le rendez-vous des villages</i></p> <p>22 h 30 : <i>Rockontakt</i>, le feeling intact, l'actualité du rock</p>	<p>8 h : <i>Réveil Hip Hop</i></p> <p>★ 10 h : <i>La philanthropie de l'ouvrier charpentier</i></p> <p>★ 11 h 30 : <i>Chroniques syndicales</i>, luttes et actualités sociales</p> <p>13 h 30 : <i>Chroniques Rebelles</i>, débats, dossiers et rencontres</p> <p>14 h 30 : <i>Dessous de Scène</i>, le magazine de la chanson vivante</p> <p>16 h 30 : <i>Sans toit ni loi</i>, émission sur les mal-logés</p> <p>18 h : <i>Bulles noires</i>, bande dessinée et polar</p> <p>○ 19 h 30 : <i>1275 âmes</i>, jazz et polar / <i>Tribuna latino-américana</i></p> <p>20 h 30 : <i>Les Gros niquent les Martiennes</i>, science fiction</p> <p>○ 21 h : <i>Avis de tempête</i>, débats avec des invités</p> <p>○ 22 h : <i>Orpheus</i>, musique classique / <i>Le rose et le noir</i>, association Act-Up</p> <p>○ 24 h : <i>Nuits off</i>, topologies sonores, rock et chroniques / <i>Harmonie du monde</i>, musique classique</p>	<p>★ 8 h 30 : <i>Golos Trouda</i>, la voix du travail (émission franco-russe)</p> <p>10 h : <i>La matinée anticléricale</i>, avec la Libre Pensée</p> <p>12 h : <i>Folk à lier</i>, le magazine des musiques traditionnelles</p> <p>○ 14 h : ★ <i>Dissidences</i>, réflexion sur le pouvoir / ○ ★ <i>Le téléphone arabe</i> (culture, politique, histoire du monde arabe) / <i>Et dans le mot conscience, il y a le mot...</i> (émission sur la science)</p> <p>15 h 30 : <i>Romano Lil</i>, histoires et cultures triziganes</p> <p>○ 17 h : <i>Fondu au Noir</i>, du cinéma et des dossiers / <i>Il y de la fumée dans le Poste</i>, émission sur les drogues douces animées par le CIRC</p> <p>○ 18 h 30 : <i>Echos et Frémissements d'Irlande</i> / ★ <i>Hors-Jeu</i>, l'expression des banlieues</p> <p>○ 20 h 30 : <i>Jazz en liberté / ça rend sourd</i>, Punk, Hardcore et mauvais goûtssss</p> <p>22 h : <i>Liaisons Dangereuses</i>, rock et libres propos.</p>



Grille à jour au 31 octobre 1996

★ émissions animées par des militantes et militants de la FA ○ émissions quinzomadaires ○ ○ émissions mensuelles

Permanence : le mercredi de 18 h à 19 h 30 au siège social : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tél. : 01.48.05.34.08. Studio : 01.42.62.90.51.

Charlie hebdo censuré en Belgique

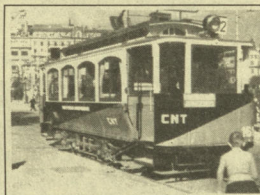
P OUR LA TROISIEME FOIS depuis septembre, *Charlie hebdo* n'a pas été distribué par les Messageries de la Presse (AMP) belge. Cette censure, la plus grave en Belgique depuis vingt ans, n'a été « couverte » par aucune décision de justice. C'est le distributeur, une firme privée jouissant d'un quasi monopole, qui l'a décidée arguant du fait que les textes et les dessins de *Charlie* brocardant la monarchie ou commentant les suites de l'affaire Dutroux-Nihoul risquaient de « choquer » le public belge et/ou de provoquer, éventuellement, des poursuites judiciaires (1). Ce qui est particulièrement détestable dans la censure, c'est que le censeur nous prend pour des cons : s'autoproclamant « directeur de conscience », il décide de ce qu'il est bon (ou non) que nous lisions. Les Messageries de la Presse prennent les citoyens belges pour des enfants ou des niais qui ne seraient pas capables de choisir, en responsabilité, ce qu'ils ont envie de lire. Rappelons qu'avec une diffusion de plus de 100 000 exemplaires, *Charlie Hebdo* est devenu, avec *le Canard*

enchaîné, le principal journal satirique français. Mais *Charlie* n'est pas que cela. Chaque semaine, les textes et les caricatures de Philippe Val, Gédé, Cavanna, Charb, Wolinski, Siné, Willem, Kamagurjka, Luz... (on en passe et des meilleurs) dessinent un petit îlot d'humour, de provocation et d'intelligence au milieu du conformisme ambiant : un lieu de résistance à la pensée unique, à la pensée molle... à l'absence de pensée. *Charlie Hebdo* ne fait pas rire tout le monde? Nous, si! C'est pourquoi des lecteurs de *Charlie* ont décidé de défendre leur journal. Nous avons également contacté des personnalités (dont le député écolo Olivier Deleuze...) et des associations (dont la Ligue des Droits de l'homme...) qui, sans partager nécessairement notre humour, défendent simplement un principe et un droit démocratique : la liberté d'expression! Un journal a en effet ceci de particulier d'être à la fois un espace public et un espace privé. Personne n'est obligé de le lire, mais tout le monde à le droit de l'acheter. Défendre la démocratie, c'est peut-être, une fois tous les dix ans, des-

centre dans la rue à 300 000 en une marche blanche : ballons blancs, banderoles blanches, peuple muet. C'est certainement aussi pour nous, tous les jours défendre la liberté de la presse. En blanc, en noir, et en couleurs! C'est pourquoi nous avons organisé le mercredi 6 novembre dans les rues de Bruxelles, une vente du numéro interdit de *Charlie*. C'est pourquoi nous organisons le 8ème jour une conférence de presse où pratiquement l'ensemble des médias belges francophones étaient présents. Depuis ce jour, plus personne ne peut dire qu'il ne savait pas. Aujourd'hui, c'est *Charlie hebdo*, demain, à qui le tour? La liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.

Claude Semal
Théâtre Le Café. Bruxelles
Babar, Alternative libertaire.
Bruxelles.

(1) Selon la responsabilité en cascade, *Charlie* n'ayant pas de directeur de publication belge, ce serait le diffuseur qui serait pénalement responsable. Notons qu'à ce jour aucune poursuite n'a été entamée et qu'il s'agit donc plus d'un cas d'autocensure que de censure réelle.



exposition
de Photos extraites de
Durruti 1896-1936
à la librairie du Monde libertaire
jusqu'au 30 novembre

A LA PETITE SEMAINE

Figaro

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur. » Un quotidien du matin, mensongèrement autodésigné comme le premier de tous, offre chaque jour à ses lecteurs, en sa page deux, cette réplique abusivement présentée comme règle de conduite.

Beaumarchais en effet serait surpris de constater dans ce journal l'interprétation toute particulière d'un propos devenu maxime, qui amène ses principaux rédacteurs à blâmer à peu près librement ce qui se situe à gauche, pour permettre ensuite à un quarteron d'éditorialistes rampants, conscients que Figaro reste avant tout un serviteur, de rivaliser dans l'éloge flatteur envers tout ce qui se présente à droite.

Pour Bokassa 1^{er}, comme avec tout ce que l'Afrique a compté de larbins corrompus dévoués à la grandeur de la France, les éloges flatteurs auront, là grandement précédé le blâme intraitable. La mort récente de ce satrape à offert aux journalistes du groupe de feu Hersant une liberté de ton peu commune, proche d'un dévouement assez inhabituel dans ces colonnes fort distinguées. Pour mémoire, on se plongera non sans malice dans la lecture de cette même gazette, dans ces éditions parues autour du 4 décembre 1977, date du couronnement impérial et coûteux du « cher parent », devenu « soudard alcoolique ». Naguère serviles sur le sujet, les plumes figaresques ont tourné à l'ironie féroce, sans pudeur hier comme aujourd'hui.

Avec un peu d'amnésie aussi, à l'occasion. Car le sacre honteux d'un bourreau largement soutenu et financé par le pouvoir giscardien vit courber l'échine du principal représentant du gouvernement d'alors, un certain Alain Peyrefitte, aujourd'hui président du comité éditorial du... *Figaro*.

Floral

abonnez-vous ! abonnez-

ALLEMAGNE

Septième art et écologie

DEPUIS 1984, l'Institut Ökonomia de Fribourg-en-Brigau organise le seul festival du film écologique au monde. Parmi les temps forts de la treizième édition, du 16 au 20 octobre, sur l'écran et lors d'un forum : le Nigeria...

« Si rien ne se passe, nous verrons d'autres des nôtres pendre au gibet. Le monde a livré des armes à la jungle. Agissez pour protéger et sauver ces dix-neuf Ogonis sans défense ! » Paroles fortes en guise de supplique prononcées le 17 octobre par Lazarus Tamana, représentant en exil du M.O.S.O.P. Le terrorisme des militaires du général Sani Abacha ; la lutte du Mouvement pour la survie du peuple ogoni contre l'oppression et la contamination de vastes étendues par des multinationales pétrolières ; le sous-sol regorgeant de brut liquide ; la terre rouge sang. Un simulacre de procès contre Kenule Beeson Saro-Wiwa et huit de ses compagnons les 30 et 31 octobre, leur exécution à Port-Harcourt le 10 novembre 1995, alors qu'à Auckland se déroulait le sommet du Commonwealth (1). Le Britannique Glenn Ellis a réalisé, avec Delta Force, un documentaire saisissant (séquences diffusées sur certaines chaînes régionales allemandes, auquel le Prix européen de la télévision ne pouvait échapper, sur les tragédies du pays d'Afrique le plus peuplé (115 millions). Insoutenables images des horreurs per-

tréées par les soudards du tyran Le jovial écrivain traité de « dictateur » par Dauda Kono, l'administrateur militaire de Rivers State. Lazarus Tamana considère que le boycott de Shell, le principal extracteur entre 1958 et 1993, s'impose d'autant plus que les potentats d'Abuja se maintiennent au pouvoir grâce à l'argent de l'or noir... Du reste, des responsables de la firme au coquillage jaune, qui préfèrent converser en petits cercles, déclinent l'invitation à ce débat. Rüdiger Rosenthal, de Greenpeace (Hambourg), a reconnu que « tous, nous y compris, avions réagi trop tard », approuvant les reproches formulés par Ken Saro-Wiwa dans son ouvrage « Si je suis encore en vie » (2). Peter Winterberg, du Westdeutsche Rundfunk de Cologne, et des membres du B.U.N.D., la première organisation environnementaliste d'outre-Rhin, ont lancé « l'appel de Fribourg » dans lequel ils insistent sur l'insécabilité des Droits de l'Homme et de ceux liés au cadre de vie, exhortant les différentes instances européennes « à imposer la réglementation existante comme norme générale, afin que l'on puisse s'en prévaloir devant une Cour de justice internationale ».

Igor Pavlovets est l'un des 1,2 million « d'enfants de Tchernobyl » qui naquirent difformes à cause de la radioactivité, « cent fois supérieure à celle d'Hiroshima ». Abandonné par ses parents, il a passé ses premières années dans un hôpital à Minsk. Les Bennett

l'on recueilli à Leeds. Pourra-t-il rester dans sa famille adoptive ? Supportera-t-il de vivre avec une prothèse à chaque jambe ? Mandy Temple prépare une suite à la biographie d'Igor. La vivacité, la bonne humeur, l'intelligence pétillante du petit garçon-tronc rendent encore plus odieux tous les criminels nucléocrates de la planète. Le nucléaire sans frontières d'Yves Barbara, Francis Gillery et Anne-Corinne Moraine, diffusé le 12 avril dernier sur France 3 dans le cadre de l'émission Nimbus dresse, sous la houlette d'Elise Lucet, « un état des lieux du nucléaire civil », et pas seulement à l'Est. Marcoule, Cadarache, Gravelines, Saint-Laurent-des-Eaux, Solérieux... les accidents que l'on a cachés aux Français. Il paraît que les reportages qui constituent ce film d'une heure avaient indisposé les autorités...

Pour The Damned, le Belge Leo de Bock a reçu le Prix de la meilleure contribution journalistique. Dans son opus de 52 minutes, il évoque le plus gigantesque projet mondial de barrage et de centrale hydraulique, en l'occurrence celui des « Trois gorges » sur le Yang-Tsé-Kiang. Il a tourné dans des conditions particulièrement ingrates (surveillance constante, bureaucratie taillonnée...) et a néanmoins pu donner la parole à des dissidents. La journaliste Dai Qing, emprisonnée pendant dix mois, interdite de publication dans son pays, parle de 1,8 million de personnes à déplacer en raison des travaux qui

défigurent déjà des paysages sur des milliers de kilomètres carrés. Bonn compte verser à A.E.G., Siemens... à titre de caution, une cagnotte de 500 millions de marks pour leur implication dans cette opération, grosse d'une incommensurable catastrophe écologique.

Amrit Beeja. « Les semailles éternelles ». Meera Dewan (Inde) présente des paysannes, garantes de la diversité naturelle des céréales. La liberté de Sunanda réside dans sa connaissance de la nature : « Nous ne céderons pas notre semence, notre terre aux firmes étrangères qui veulent nous piéger avec leurs plantes hybrides... Les banques n'accordent de crédit que pour la production chimique. Nous signons nous-mêmes notre acte d'esclavage... ».

Bouffeurs de kilomètres d'Erich Schütz pour la série « Dans le rouge » du Süddeutsche Rundfunk dénonce la démentielle politique des transports routiers. Exemple « La Route du lait » d'Ingolstadt jusqu'à Athènes, via le Brenner aller-retour ; les yaourts Goldmilch fabriqués près du Pirée avec du lait extrait des mamelles de vaches bavaroises garniront les rayons des supermarchés allemands... Constat : « seulement 5 % des marchandises sont consommées sur les lieux de production ». Mais il faut « assurer la mobilité pour l'Europe libre ». Les Tyroliens paient déjà d'une augmentation de 27 % du trafic de transit l'adhésion de l'Autriche à l'U. E au 1^{er} janvier

1995. Le vote massif, le 13 octobre dernier, en faveur du F.P.O. de Jörg Haider renvoie aussi aux magouilles de l'establishment...

Savez-vous qu'il y a soixante ans à peine certains jardins zoologiques ne présentaient pas uniquement des animaux, mais exhibaient également des membres de peuplades lointaines ? Des « nègres » à bouche en forme de plateau dans celui de Bâle où se déroulent, entre 1879 et 1935, vingt deux expositions d'humains ; des Hottentots originaires d'Afrique du Sud, des Kalmouks, nomades mongols de l'Est du Tibet ou du Turkestan, des Malais... « offrirent » leur exotisme à la curiosité des visiteurs du parc Karl Hagenbeck de Hambourg ou du zoo de Berlin, le plus ancien d'Allemagne (1844). « Rendez-vous im Zoo » du Zuricho Christoph Schaub, déjà très remarqué aux Journées cinématographiques de Soleure en janvier 1995, propose une réflexion pertinente sur le comportement de la société à l'égard de la nature et de ses habitants.

Malheureusement, les citoyens de la « capitale écolo » boudent la manifestation... J'évoquerai la semaine prochaine le splendide Microcosmos. Le peuple de l'herbe de Claude Nuridsany et Marie Perennou.

René Hamm

(1) Le Monde libertaire du 28 décembre 1995.
(2) M.L. été 1996.

TELE DE QUAT'SOUS

Les derniers du super 8 : Molokino

NE CHERCHEZ PAS, Molokino vient de Moloko, le nom du bar où, il y a cinq ans, Cécile, Agathe, Hélène et David entamaient leur série de... Vous avez dit projections ? Non, le Molokino n'organise pas des séances classiques de cinéma, mais des événements : « la façon de projeter évolue suivant le lieu, explique Cécile, il faut occuper l'espace le mieux possible ! Il n'y a pas d'écran frontal, mais plusieurs écrans, plusieurs projecteurs qui diffusent simultanément des films qui peuvent être différents... » Vous avez dit film ? Non, ce sont des projets, car les Molokino intègrent dans leurs... bon disons... films, par facilité, des espaces de liberté : « nous ne faisons pas du cinéma que l'on regarde en faisant abstraction de ce qui se passe en dehors de l'écran. Le public fait partie intégrante de la séance, nous faisons des interventions, il y a des performances, nous sonorisons aussi en direct. En Allemagne, car les gens participent plus facilement qu'à Paris, nous leur

avons demandé de poser des questions sur le film pendant qu'il passait. » Alors, les Molokino, fanatiques de l'expérimental et du cinéma abstrait ? Non, du narratif alors ? Non plus : ils conçoivent de courtes mises en scène, entre 3 et 10 minutes, petites structures tournant autour du portrait et de l'autoportrait. Entre documentaire et fiction, ils créent leur forme esthétique qu'ils traduisent chacun avec leur style propre. Cécile avoue une préférence pour les films tournés montés de 3 minutes, et les plans séquences, Agathe ne dédaigne pas l'animation. Les Molokino ne tournent pas en circuit fermé mais invitent aussi d'autres artistes, participent à des événements, concerts, expositions... Entièrement indépendants, non subventionnés, autofinancés, les Molokino réalisent régulièrement leur « séances événements projets » depuis quatre ans. Invités la plupart du temps par des galeries d'art, ils répondent à toute proposition aussi bien en région qu'en Europe, et peut-être ailleurs si on leur demande, munis de leur projecteur super 8 : « le charme des projections c'est d'être nomade, de se déplacer de lieu en lieu, ce que permet la légèreté du matériel super 8. » Et pourquoi pas de la vidéo ? Le prix de la vidéo Hi8 est tout aussi modique. Oui, mais voilà, ce n'est pas du cinéma : « On n'est pas obligé de faire le noir en vidéo, ce n'est pas vraiment un événement, et puis on est conditionné par la taille de l'écran de télévision, à moins de faire de la rétro projection, ce qui n'est pas aussi beau que la projection film. Avec la toile blanche, on peut faire ce qu'on veut. Le film ouvre plus de possibilité que la vidéo. » Hélas, les Molokino sont menacés : la pellicule super 8 est une « espèce en voie de disparition ». Sa fabrication est arrêtée. Actuellement, les Molokino tournent sur un stock de pellicule russe noir et blanc. Et après ? « Et bien nous organiserons peut-être la dernière séance du super 8, mais nous continuerons quand même, avec des diaporamas s'il le faut ».

Michèle Rollin

Contact : Molokino, 1 place de l'École, 75001 Paris. Prochaine projection prévue fin novembre.

Dépêches :

Vendredi 15 19 h 30 à la galerie l'enseigne des Oudins 58 rue Quincampoix 75001 Paris, 10 F : les Fonduski projections présentent des films de Stan Brackhage, Boisson, Chodorov, Henry, Mahé, Moulinier

Mardis 19 et 26 20 h à l'entrepôt, 7/9 rue de Pressensé 75014 Paris, 25 F Scratch

Jeudi 21 19 h 30, galerie Jordan-devarrieux, 5 rue Chapon, 75003 Projections révolutionnaires présentent l'écrivain mathématique. Vous êtes invités à venir le sonoriser comme vous l'entendez. contacter Armando 01 45 31 17 30 ou Jean-Luc 01 40 21 08 07

Samedi 23 Télé-Bocal au Vidéomesnil, 17 heures bus gratuit départ de l'Opéra Bastille à 16 heures, retour prévu vers 20 heures, entrée gratuite : une heure de Loïc Connanski et comme chaque dernier samedi du mois, Bocal dans le 11^e Tél : 01 43 48 02 08

Jeudi 28 le couvent 69 rue Broca 75013 Paris 20 heures 20F demi compris, Peyotl, ses projections thématiques, son vidéomation, et son écran ouvert comme chaque dernier jeudi du mois. Tél : 01 43 31 28 28

jusqu'au 18 novembre, Festival du cinéma indépendant à l'auditorium de la vidéothèque de Chateauroux, tél 02 54 34 80 04, le 15 vous pourrez voir le Cinéaste, le village et l'utopie de Pierre Merejkowski, qui fut également présenté à la première édition du festival des films chians.

jusqu'au 19 décembre, galerie sud 10 Av Victor Hugo 92 220 Bagneux, tél 01 46 64 52 11 présente 53 vidéastes. le festival de Bagneux, Le film de Jean-Marc Manach sur Human Bombe, Sens unique, cf ML 1051 y est sélectionné, ainsi que des films d'Armando et Navarro

RADIO LIBERTAIRE 89.4 MHz

mercredi 20 à 18h30 :
Femmes libres reçoit Joelle Palmeri
pour parler de femmes et multimédia

samedi 16 à 21 heures :
Avis de tempête reçoit Thierry Meyssan
du Réseau Voltaire.

mardi 26 à 20 heures :
Services publics reçoit des infirmiers
psychiatriques pour parler des malaises
de l'hôpital et de son avenir.

Le gros blanc rôde à Montceau

LE VENDREDI 25 octobre se tenait à Montceau-les-Mines, ville bourguignonne de 40 000 habitants, un meeting du FN avec pour intervenants le représentant local du Front ainsi que Bruno Gollnisch. La dernière représentation de ce genre avait été programmée deux ans auparavant mais avait été annulée par le FN lui-même, anticipant ainsi la réaction des antifascistes du lieu, et des villes proches. Dans ce contexte, les événements récents prennent un peu l'allure d'une revanche.

Cela s'est passé selon un schéma maintenant bien connu : d'abord un rassemblement de protestation éloigné du meeting FN avec la gôche classique, puis un appel à aller déranger les fascistes là où ils sont, sans pour autant utiliser la violence. C'est alors que le service d'ordre du FN commence à prendre position. Puis une espèce de médiateur du FN (en fait le responsable de la sécurité) nous accueille mais son allure de jeune cadre rassurant cache bien mal le regard bovin de son escorte. Il est bon de noter les arguments employés : « C'est la jeunesse comme vous que nous défendons », « Nous aussi, nous sommes contre le système ». Une partie du public est assez prolo et les thèmes qui nous sont avancés relèvent quelquefois plus du social que du racisme.

Ainsi, s'il est peut-être encore possible de débattre d'un point de vue historique, sur la nature réellement fasciste du FN, on ne peut contester le fait qu'il s'agisse d'un parti poujadiste jouant de toutes les formes de contestation pour nous proposer un jour le sauveur suprême : Jean-Marie.

Dans un second temps, l'arrivée de Bruno Gollnisch sera marquée par les slogans simples et directs : « Pas de

fachos à Montceau ! » Très rapidement, une pluie de gaz lacrymogènes provenant de pulvérisateurs de la taille d'un extincteur préparant une charge qui enverra deux personnes au SAMU. Toute la soirée, les skinheads et autres moustachus du SO en profiteront pour nous faire admirer leur attirail : bouclier, casques, matraques, lance-grenades lacrymo, pistolets à bille en plastique... Suite à cela, certaines personnes se retrouvent dans l'impossibilité d'accéder à leur voiture car le SO se fait une joie de leur barrer le passage. Par colère, par envie de tester les réactions de chacun, nous étions quelques-uns à nous déplacer au commissariat. Il nous sera répondu la même chose qu'aux deux blessés ayant fait la même démarche une fois sortis de l'hôpital : « Nous avons ordre de ne pas intervenir » ; « Allez boire un coup en attendant que cela se termine ».

Malgré sa présence au premier rassemblement, le maire « socialiste » a laissé le SO du FN faire la loi sur le terrain de sa propre commune. Pendant que les policiers restaient gentiment cloisonnés, les boeufs du front prenaient

tous les aspects des CRS, une pointe de méchanceté et d'irresponsabilité en plus. Ainsi, si certains ont qualifié avec horreur les banlieues chaudes de zones de non droit, Montceau méritait vendredi ce qualificatif. Plus exactement, on pourrait parler d'un aperçu du droit qui saurait imposer les néo-fascistes. Si certains sont convaincus que la lutte contre l'extrême droite se fera par la défense des principes républicains, il est nettement moins sûr que l'on puisse s'appuyer sur les institutions républicaines, la police en l'occurrence. Celle-ci semble très marquée par l'extrême droite tant par les pratiques que par les idées des individus qui la composent (syndicat FN police, FPIP).

Nous ne pouvons exactement savoir dans quelle mesure ces événements sont significatifs d'un état de fait plus général mais il tendent à nous prouver une chose : la résistance antifasciste doit être assurée par la population elle-même.

Raf. - Dijon

Il est à noter, pour rire un peu, que le FN s'est permis de réclamer le limogage du préfet de Saône et Loire pour non-assistance à personne en danger.



Les gendarmes ne nous aiment pas

DÉJÀ EN 1946, Brassens, à travers le *Libertaire* nous rappelait l'intelligence, la perspicacité de cette profession aux bottes de l'Etat et du capital «... Lorsqu'on prétend faire son chemin dans la profession de pandore, point n'est besoin d'avoir à sa disposition un intellect perfectionné. En effet cette respectable corporation regorge de braves pacants entretenant des relations étroites, constants et manifestes avec la bêtise la plus sordide... C'est, certes, son droit le plus strict. Nul ne saurait démentir leur rigueur à des gendarmes de leur tendance à vouloir vivre en bonne intelligence avec la bêtise... » Et du côté de Langeais, près de Tours, la maréchaussée, comme on la nomme encore dans certaines campagnes, ne manque pas d'humour.

Il y a quelques semaines, alors que nous menions campagne pour accueillir le chef de la plus grande secte chrétienne, notre campagne anti-pape a connu un fort succès, au-delà des actions propres des groupes. « J'ai bien aimé les affiches de la FA sur le pape et j'ai eu envie de les coller, c'est tout. Je n'ai pas à me justifier » explique Philippe Callabero aux journalistes locaux qui n'hésiteront pas à conter cette histoire quelque peu surréaliste. Les collages ont été réalisés à des endroits tout à fait légaux, mais les gendarmes n'apprécient pas les décollés systématiquement. Devant ces faits, Philippe Callabero, candide naïf ou colloté (allez savoir !) décide d'appeler la gendarmerie locale pour se plaindre. Depuis une procédure contre Philippe Callabero (et non contre les gendarmes décollés) suit son cours

avec au bout une qualification sévère « insulte à chef d'Etat ». Juridiquement l'atteinte dans l'exercice de leurs fonctions est un délit passible de prison. L'avocat de Philippe Caballero, quant à lui, naïvement (?) s'étonne : « Maintenant que le chef religieux est reparti, il ne faudrait pas qu'on le fasse revenir en qualité de chef d'Etat. » Ce même avocat conclura dans un article de la Nouvelle République : « Si procès il y a, il sera intéressant pour connaître l'état de censure actuelle. » Nous ne partageons pas l'intérêt de se professionnel qui veut se mesurer à sa profession : nous savons depuis fort longtemps que la liberté d'expression est un droit acquis dans la lutte mais qui reste accroché à un fil tenu adroitement par le pouvoir. Et face à une justice qui n'en a que le nom, notre avocat, même avec toute sa prose, risque fort de voir défilier les désillusions tout au long de sa carrière.

« Je ne fais pourtant de tort à personne

En suivant les chemins qui ne mènent pas à Rome
Mais les braves gens n'aiment pas que
L'on suive une autre route qu'eux » (1)

A force de le vivre, nous en sommes que trop conscients. Pour ces raisons, si besoin, nous reparlerons des méaventures de ce compagnon car comme il le rappelait au journaliste de la Nouvelle République : « Ce n'est pas ma personne qui est en cause dans cette affaire, c'est la liberté d'expression ».

Régis Balry

(1) Brassens, La Mauvaise Réputation

Buissons en péril

Dans les années soixante, il m'est arrivé plus d'un matin de dédaigner l'appel de la classe pour succomber aux plus ardents attraits des buissons - en fait, des rues de La Courneuve.

Pour ce faire, dans l'incertitude où je me trouvais des réactions parentales, je n'hésitais pas à contrefaire le paraphe maternel et à dépouiller, lorsque je le jugeais nécessaire, la boîte aux lettres familiale des mots durs de l'école.

C'était le bon temps. Hélas ! la tranquillité inhérente à l'instantanéité de l'innocence légitime s'étiolo au contact des circulaires. Et, plus précisément, de celle publiée dans le Bulletin officiel de l'Education nationale, à la fin du mois d'octobre.

Elle fait le point sur les « dispositions relatives au contrôle de l'absentéisme scolaire » et sur les moyens d'en sanctionner les acteurs.

De l'arsenal répressif saillent plus particulièrement la délation et la ponction ; en l'espèce, le signalement au procureur de la République des élèves en rupture d'ennui et la suspension - ou l'annulation - de prestations familiales lorsque les avertissements adressés aux parents de ceux-ci seront restés lettres mortes.

La mise en oeuvre de la machine répressive ressortit de la discrétion des chefs d'établissement ou des inspecteurs d'académie. Je ne doute pas qu'un grand nombre d'entre eux hésitera devant de telles mesures à l'encontre des pratiquants d'un exercice multi-millénaire et de leurs ascendants ; reste que pouvoir leur est donné de sanctionner éventuels indésirés.

Père d'une fillette de dix ans, je frémis d'horreur à l'idée que de telles menaces pèsent sur une pratique porteuse de tant de délices.

Enfants et parents de toutes les provinces, unissons-nous pour préserver des contempteurs de la liberté un espace constitutif de nos plus doux souvenirs et faisons bloc, tous ensemble, pour que vive l'école buissonnière.

L'Atèle. 10 novembre 1996

A G E N D A

jeudi 14 novembre

SAINT-OUEN : Réunion-débat à partir de 18 heures salle du 10, place Payet organisée par le comité de soutien pour la réintégration de Malika : une année de lutte, et maintenant ? (Métro Garibaldi).

vendredi 15 novembre

MARSEILLE : Conférence-débat à 18 heures à la Maison des associations, la Canebière avec Kee Watchman et Roberta BlackGoat (indiens Navajos) qui évoquerons vingt années de lutte du peuple navajo contre les trusts miniers du Sud-Ouest des Etats-Unis.

GRASSE : *Un autre futur* est projeté à 18 h 30 au Centre culturel Georges Gibelin, route Napoléon, en présence de Pepita Carpena (CNT).

samedi 16 novembre

ALÈS : Etats généraux du mouvement social à partir de 13 heures à la Bourse du travail. Le groupe du Gard de la FA y sera présent et tiendra une table de presse.

LILLE : Manifestation pour l'emploi, le service public, les salaires et la protection sociale organisée par l'UR CNT-AIT du Nord-Pas de Calais. 14 h 30, bd J.-B. Lebas.

MONTREUIL : Concert de soutien aux sans-papiers de Saint-Bernard, avec Noël Akhoté, Alla, Carmen Alvarez, Mohamed Bouari, François Cornéloup, Benoît Delbecq, Tony Hymas, Violeta Ferrer, Jacques Thollot aux Instants chavirés, 7, rue, Richard Lenoir.

ARGENTEUIL : Conférence-débat organisée par le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste sur le thème *anarchisme et organisation* à 18 heures, salle Ambroise Croizat, 21, rue Defresne-Bast.

mardi 19 novembre

NIMES : Le groupe du Gard de la FA vous invite à une rencontre amicale. Un pot de l'amitié vous sera offert à 20 h 30 à la salle de lecture (2^e étage) du Centre Pablo Neruda.

mercredi 20 novembre

NICE : Projection d'*Un autre futur*, suivie d'une discussion, à la Fac de lettres, amph 69, à 20 h 30. Le groupe de la Fédération anarchiste tiendra une table de presse

samedi 23 novembre

LYON : Débat à 15 heures à la librairie La Gryffe (5, rue S. Gryffe) avec Jean-Pierre Duteuil, éditeur de *Enseignement de la Révolution espagnole*. Le débat sera précédé d'une vidéo de 50 mn.

CHELLES : Le groupe Sacco et Vanzetti organise une réunion-débat avec projection de la vidéo *Moruroa, le grand secret* en présence de Roland Oldham, syndicaliste polynésien. 1 bis, rue Emilie à 20 h 30.